



Turquie 2050

inflation ; Ukraine ; élections

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

Sur les tables d'Iftar, la viande se fait rare

Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1007-1

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2024.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
inflation ; Ukraine ;
élections », *Repères
sur la Turquie n° 18*,
Ifri, mars 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

L'inflation mensuelle sur les denrées alimentaires a doublé en février et atteint 8,25 % (TÜİK). Il s'agit du second groupe de produits le plus touché, derrière les produits liés à l'éducation. En glissement annuel de février à février, l'inflation atteint 71,12 % sur l'alimentaire (TÜİK).

Selon la Banque mondiale, la Turquie se place au quatrième rang mondial et au premier rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en matière d'inflation sur l'alimentaire. Cette augmentation va à contre-courant des tendances mondiales, qui enregistrent un recul continu de l'inflation alimentaire depuis plus de cinq mois et un recul de 10,5 % sur l'année [entre février 2023 et février 2024] (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). L'augmentation des prix de l'alimentaire au début du Ramadan est habituelle. L'envolée est toutefois très forte cette année, notamment pour la viande (400 livres turques [TL] le kilo). La Fédération des bouchers (*Kasaplar Federasyonu*) accuse les fournisseurs et les supermarchés d'exagérer leurs marges.

À quelques jours du scrutin municipal, la chasse aux gonfleurs de prix est ouverte : le ministère du Commerce a intensifié ses contrôles et le président du Conseil de la viande et du lait (*Et ve Süt Kurumu*), Mustafa Kayhan, nommé l'année dernière par le président Recep Tayyip Erdoğan, a annoncé la mise en place d'un prix plafond autour de 315 TL le kilo de viande rouge avec certaines chaînes de distribution membres de la Fédération des détaillants de Turquie (*Türkiye Perakenciler Federasyonu*).

Campagne de plafonnement du prix de la viande rouge pendant le mois du Ramadan mise en place par le Conseil du lait et de la viande et l'Association des détaillants d'Istanbul.
Source : *Compte Twitter İstanbul Perakenciler Derneği*, 5 mars 2024.

Afin de répondre à une demande en augmentation et de réguler les prix, l'État a partiellement levé en 2022 les restrictions sur sa politique d'importation de viande et de bétail – resserrée à partir de 2018 pour protéger les éleveurs turcs de la conjoncture. Les importations de bétail, qui s'élevaient à 181 millions de dollars en 2022, ont ainsi atteint 1,2 milliard en 2023 (TÜİK). L'augmentation actuelle du prix de la viande s'explique en partie par le prix des intrants. L'abaissement répété des taux directeurs depuis la fin 2021 et la chute de la valeur de la livre turque sur les marchés internationaux ayant contribué à le faire monter en flèche. Le changement de politique monétaire amorcé au lendemain du

scrutin général de mai 2023, qui se caractérise par le relèvement des taux, n'a pas encore eu d'effet notable sur l'inflation.

En arrière-plan, la multiplication des accidents météorologiques menace la sécurité alimentaire en Turquie. L'été dernier, le prix du kilo de tomates avait atteint 50 TL sur les marchés en raison de la perte de nombreuses récoltes, gâchées par des pluies excessives et des pics de chaleur.

DIPLOMATIE

Médiation sur l'Ukraine, le canal turc en panne ?

En janvier 2024, la Turquie a signé à Istanbul avec la Roumanie et la Bulgarie – ses deux alliés otaniens de la mer Noire – un accord tripartite de déminage. Depuis le début de la guerre en Ukraine, des mines mouillées par l'Ukraine et la Russie dérivent en effet au gré des courants et menacent la sécurité du transport maritime, y compris dans le Bosphore.

La troisième édition du grand Forum diplomatique d'Antalya, qui s'est tenu du 1^{er} au 3 mars, est pratiquement passée sous les radars. Le président turc y a cependant fait une nouvelle offre de médiation sur le conflit russo-ukrainien, aussitôt rejetée par le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, probablement pour sanctionner le soutien turc au plan en dix points du président ukrainien Volodymyr Zelensky (exigeant notamment le retrait total des troupes russes du territoire de l'Ukraine, soit aussi des républiques autoproclamées de Donetsk et Lougansk). La semaine suivante, Erdoğan a réitéré son offre à l'occasion de la visite de Zelensky à Istanbul, claironnant sa volonté d'accueillir un sommet pour la paix entre l'Ukraine et la Russie. Mais le canal diplomatique est en panne et le volontarisme de la Turquie n'y fait rien.

L'objectif de la Turquie, dicté par sa position géographique, ses relations particulières avec les belligérants et son ambition de se rendre indispensable, est de maintenir une position équilibrée entre les deux parties. Membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), elle fournit des armes à l'Ukraine (drones TB2 et SİHA, véhicules de transport de troupes) avec qui elle a renforcé sa coopération militaire. Dépendante du gaz russe, elle s'abstient d'appliquer les sanctions occidentales et s'offre au contraire comme une plateforme de dérivation pour l'économie russe. Il est cependant difficile de ménager sans accident sur le moyen terme les besoins de l'Ukraine et la susceptibilité russe. La Turquie a certes pu se rendre utile dans des négociations ponctuelles : échanges de prisonniers ou

facilitation de l'exportation du blé ukrainien en mer Noire, mais cela n'ira pas plus loin tant que les armes parlent. La gestion de ses équilibres géopolitiques l'amène par ailleurs aujourd'hui à réinvestir l'OTAN. La Grande Assemblée de Turquie a enfin ratifié l'adhésion de la Suède à l'Alliance, ouvrant la voie à la levée partielle des sanctions militaires frappant la Turquie – et donc l'accès aux F-16 américains. Ankara a également pris la tête d'opérations de déminage maritime avec ses alliés roumains et bulgares en mer Noire. La balance pèse ainsi conjoncturellement du côté de l'Ukraine, une usine de production de drones Bayraktar en périphérie de Kiev devrait ouvrir en février 2025. Les corvettes turques commandées par l'Ukraine avant la guerre ont été mises à disposition, mais elles resteront amarrées en mer de Marmara afin de ne pas trop froisser Vladimir Poutine qui a une nouvelle fois reporté sa visite en Turquie, après le scrutin municipal.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La bataille d'Istanbul et ses *swing districts*

Dimanche 31 mars 2024, un peu plus de 11 millions d'électeurs se rendront aux urnes dans les 39 districts de la municipalité d'Istanbul, et la victoire sera particulièrement disputée dans certains d'entre eux.

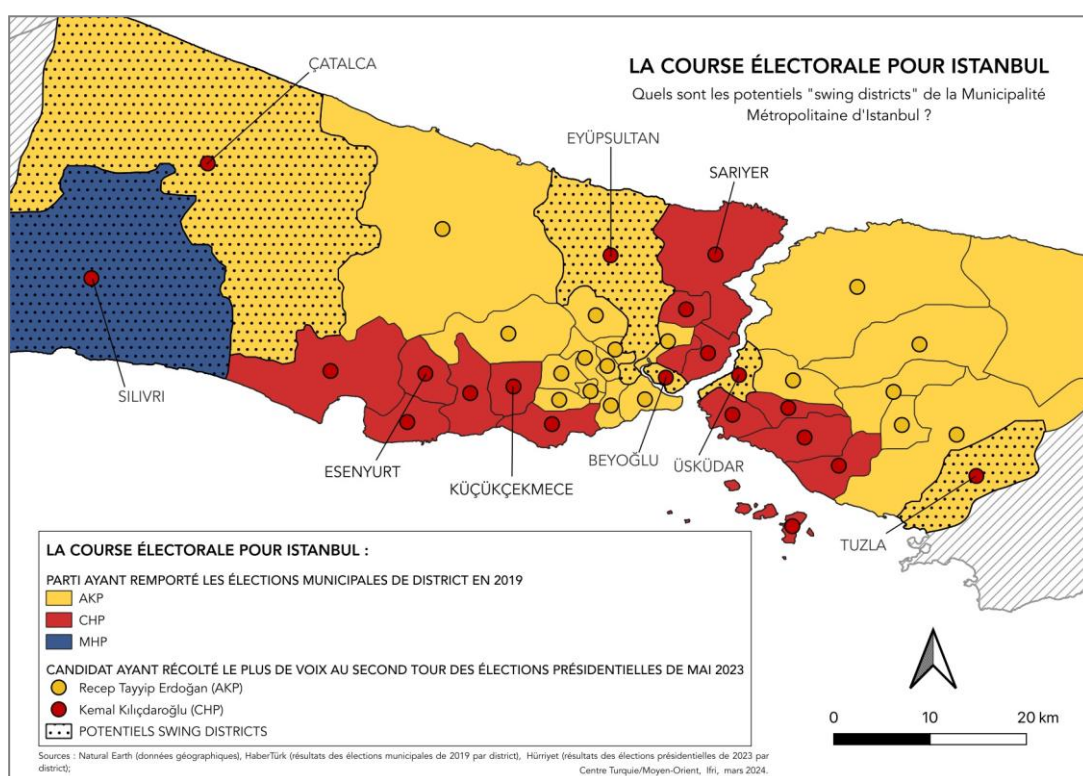
La reconquête d'Istanbul est en effet le principal enjeu du scrutin municipal pour le Parti de la justice et du développement (AKP) : alors que l'opposition s'attend à conserver Ankara, la capitale politique, la reconquête d'Istanbul, capitale économique et culturelle passée aux mains du Parti républicain du peuple (CHP) en 2019 avec la victoire d'Ekrem Imamoğlu, est une priorité absolue pour Tayyip Erdoğan. Le président turc, qui a dirigé la ville de 1994 à 1998, s'investit personnellement dans la bataille : catalyseur de carrière, la mairie d'Istanbul constitue aussi un double réservoir, financier et électoral, pour le parti qui l'emporte. Les résultats du scrutin présidentiel de mai dernier laissent planer le doute sur l'orientation de l'électorat dans certains districts d'Istanbul. Quel est l'état des forces dans ces *swing districts* ?

Arène majeure de la bataille, **Esenyurt** est le district le plus peuplé d'Istanbul et de toute la Turquie. Passé dans le camp de l'opposition en 2019, Tayyip Erdoğan y est cependant arrivé en tête au second tour des présidentielles. Une importante communauté kurde y vit et le parti pro-kurde, Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), a décidé de ne pas y présenter de candidat.e afin de renforcer les chances du CHP de s'y maintenir.

- À **Küçükçekmece**, en 2019, l'absence de candidat du parti pro-kurde avait permis au CHP de l'emporter contre l'AKP. Cette année, avec la nomination d'un candidat par le DEM, l'AKP se veut confiant.
- À **Sarıyer**, l'un des districts les plus riches d'Istanbul, la campagne a pris des airs de feuilleton. Le maire CHP sortant,

Şükrü Genç, vexé de ne pas être reconduit par son parti qui lui a préféré Mustafa Oktay Aksu, s'est déclaré candidat indépendant. La dispersion des voix pourrait permettre à l'AKP de se réinstaller à la tête de cette mairie.

- Dans le district d'**Üsküdar**, historiquement conservateur et bastion de l'AKP, la candidate CHP Sinem Dertaş est annoncée dans les sondages à un point en deçà de son adversaire Kemal Kılıçdaroğlu qui était arrivé en tête au second tour des présidentielles.
- À **Çatalca**, passé à l'AKP en 2019 et à **Silivri**, passé au MHP (parti ultra-nationaliste allié de l'AKP), Kılıçdaroğlu est arrivé en tête en mai 2023. Le CHP espère transformer cette avance en victoire.



Source : Graphique réalisé par l'Ifri d'après des chiffres de Natural Earth, HaberTürk et Hürriyet.
© Ifri, mars 2024.